

SOLIDARITÉS

ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA SANTÉ

*Direction générale
de la cohésion sociale*

Sous-direction des affaires financières
et de la modernisation

Bureau de la gouvernance
du secteur social et médico-social

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

*Direction générale
des finances publiques*

Sous-direction gestion comptable
et financière des collectivités locales

Bureau des comptabilités locales

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales et de l'action économique

Bureau des budgets locaux et de l'analyse financière

Instruction interministérielle n° DGCS/SD5C/DGFIP/DGCL/2014/156 du 19 mai 2014 relative à la mise à jour du plan comptable M22 applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux au 1^{er} janvier 2014

NOR : AFSH1411420J

Validée par le CNP le 16 mai 2014. – Visa CNP n° 2014-85.

Examinée par le COMEX le 14 mai 2014.

Date d'application : 1^{er} janvier 2014.

Catégorie : directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

Résumé : la présente instruction a pour objet d'apporter des précisions sur la mise à jour du plan comptable M22 applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux au 1^{er} janvier 2014. Elle vise également à rappeler certaines règles budgétaires et comptables applicables en M22.

Mots clés : établissements et services publics sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles – plan comptable M22.

Références :

- Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Arrêté du 10 novembre 2008 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements publics sociaux et médico-sociaux ;
- Arrêté du 17 décembre 2013 relatif au plan comptable M22 applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux.

Annexes :

- Annexe 1. – Plan comptable M22 au 1^{er} janvier 2014.
- Annexe 2. – La subdivision complémentaire du compte 735 « produits des EHPAD – secteur des personnes âgées ».
- Annexe 3. – Modèle de bilan M22 2014.
- Annexe 4. – Traitement comptable d'une subvention au compte 7482 « Fonds d'intervention régionale » partiellement consommée à la clôture de l'exercice.
- Annexe 5. – Comptabilisation des corrections d'erreurs sur exercices antérieurs.
- Annexe 6. – Rappels sur la procédure administrative d'affectation des résultats des ESSMS.

La ministre des affaires sociales et de la santé, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et des comptes publics à Mesdames et Messieurs les préfets de région et de département; Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux et départementaux des finances publiques; Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux et départementaux des finances publiques; Mesdames et Messieurs les directeurs généraux des agences régionales de santé; Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale; Monsieur le directeur régional et interdépartemental pour l'hébergement et le logement en Île-de-France.

La présente instruction a pour objet de présenter les principales évolutions du plan comptable M22 introduites par l'arrêté du 17 décembre 2013 relatif au plan comptable M22 applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux (partie 1 de l'instruction).

Elle apporte également des précisions sur certaines règles budgétaires et comptables applicables en M22 (partie 2 de l'instruction).

1. La mise à jour du plan comptable M22 au 1^{er} janvier 2014

Le plan comptable M22 applicable au 1^{er} janvier 2014 est joint en annexe 1.

1.1. La subdivision complémentaire du compte 735 « Produits des EHPAD – secteur personnes âgées »

Le compte 735 fait l'objet de subdivisions complémentaires. Ainsi, les comptes suivants sont créés :

- compte 735122 « Forfait plan Alzheimer » : il remplace l'ancien compte 735122 « expérimentation article 67 LFSS 2012 », devenu sans objet après l'abrogation de l'article 67 de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2012 dans la LFSS pour 2014;
- compte 73513 « Produits des prestations non prises en compte dans les tarifs journaliers afférents aux soins »;
- compte 7358 « Produits à la charge d'autres financeurs ».

Par ailleurs, des subdivisions « part afférente à l'hébergement » et « part afférente à la dépendance » sont créées pour les comptes de produits à la charge du département (comptes 7352x) et de l'usager (comptes 7353x).

Ces différentes créations de comptes font l'objet d'un développement spécifique en annexe 2.

1.2. L'adaptation des comptes de la classe 4 à l'outil de gestion du comptable public

La classe 4 est mise à jour des spécificités de l'outil de gestion « Hélios » des comptables publics.

Ainsi, les notions d'exercices « courants », « précédents » et « antérieurs » sont supprimées puisqu'une restitution par exercice calendaire est désormais effectuée.

Pour les comptes de débiteurs, une distinction est opérée entre la phase de recouvrement amiable et la phase de recouvrement contentieuse.

Enfin, le compte 4717 « recettes à réimputer » est davantage subdivisé.

La maquette de bilan produite dans le cadre du compte de gestion M22 est actualisée de la mise à jour de la classe 4 (maquette présentée dans la fiche n° 28 de l'annexe 3 de l'instruction codificatrice n° 2009-006-M22 du 31 mars 2009). Elle est présentée en annexe 3 (modification au niveau de l'actif circulant des comptes retraçant les créances d'exploitation).

1.3. La création de comptes ad hoc pour retracer les crédits du fonds d'intervention régional (FIR)

Les établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) peuvent percevoir des crédits provenant du fonds d'intervention régional (FIR) créé par la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 (article 65).

Ces crédits sont destinés à financer des charges d'exploitation. Ils s'enregistrent au compte 7482 « Fonds d'intervention régional ».

Si la recette au compte 7482 n'est pas utilisée au cours de l'exercice sur laquelle elle est perçue, c'est-à-dire si les charges d'exploitation à financer par le FIR n'ont pas été réalisées sur l'exercice de notification du FIR, un produit constaté d'avance sera comptabilisé afin de reporter sur l'exercice suivant la fraction du produit non consommé.

L'annexe 4 précise les conditions de comptabilisation de ce produit et sa traduction budgétaire.

1.4. *Autres mises à jour du plan comptable M22 au 1^{er} janvier 2014*

a) Le compte 64118 « Autres indemnités » est subdivisé en deux sous-comptes :

- compte 641181 « Gratifications des stagiaires » : ce compte enregistre les gratifications perçues par les stagiaires lors de leur stage dans l'ESSMS. Cette gratification qui n'a pas le caractère d'un salaire, est due pour tous les stages d'une durée au moins égale à deux mois, consécutifs ou non, dans un même organisme d'accueil, au cours de la même année scolaire ou universitaire¹ ;
- compte 641188 « Autres ».

b) Le compte 756 « Cotisations » est créé. Il enregistre les cotisations versées par les usagers – hébergés dans un ESSMS ou extérieurs – dans le cadre d'activités organisées par l'ESSMS, autres que les activités prévues dans le contrat de séjour ou relevant de sa mission principale (ex : séance de gymnastique douce, club de lecture).

2. **Précisions sur certaines règles budgétaires et comptables M22**

2.1. *La comptabilisation des corrections d'erreurs sur exercices antérieurs*

Les corrections d'erreurs sur exercices antérieurs font l'objet d'un traitement comptable particulier en M22 suite à l'adoption de l'avis n° 2012-05 du 18 octobre 2012 du conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP) relatif aux changements de méthodes comptables, changements d'estimations comptables et corrections d'erreurs.

Dans cet avis, le CNoCP propose que les corrections d'erreurs commises sur exercices antérieurs ne soient pas comptabilisées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles sont constatées mais en situation nette, c'est-à-dire au sein des comptes de haut de bilan.

L'annexe 5 précise les modalités d'application de l'avis du CNoCP en M22.

2.2. *La comptabilisation des dettes financières*

Le compte 152 « provision pour risque et charges sur emprunts » a été créé au 1^{er} janvier 2013 pour retracer le provisionnement des emprunts complexes à risque, conformément à l'avis n° 2012-04 du 3 juillet 2012 du CNoCP.

La circulaire interministérielle relative à la mise à jour du plan comptable M22 au 1^{er} janvier 2013² a précisé les modalités de comptabilisation de la provision.

S'agissant des modalités de liquidation, les ESSMS sont invités à se référer au « guide pratique de provisionnement des emprunts à risques » applicable aux collectivités et groupements relevant du code général des collectivités territoriales. Ce guide fournit en effet des indications méthodologiques pour calculer la provision pour risque sur emprunts (paragraphe 1 du guide). Il présente également des exemples de provisionnement (paragraphe 4 du guide).

Ce guide est consultable sur le site des « collectivités locales » : <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/suivi-lendettement>.

2.3. *Rappels sur la procédure administrative d'affectation des résultats des ESSMS*

La procédure d'affectation des résultats des ESSMS gérés en M22 est définie dans le code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment aux articles L. 314-7, L. 315-12 et R. 314-51 à R. 314-55 et précisée dans l'instruction codificatrice M22.

Cela étant, si le tome I de l'instruction codificatrice décrit les modalités d'affectation budgétaire et comptable des résultats (chapitre 3 de l'instruction), elle développe peu la procédure administrative d'affectation.

La présente instruction apporte donc des précisions sur cette procédure dans son annexe 6.

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général
des collectivités locales,
S. MORVAN

¹ Code de la sécurité sociale, notamment articles L.242-4-1, L.412-8 et dispositions réglementaires prises en application.

² Circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DGFIP/CL1B/DGCL 2013-297 du 22 juillet 2013 relative à la mise à jour du plan comptable M22 applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux.

*La ministre des affaires sociales
et de la santé,*

Pour la ministre et par délégation :

La directrice générale de la cohésion sociale,

S. FOURCADE

*Le ministre des finances
et des comptes publics,*

Pour le ministre et par délégation
du directeur général des finances publiques :

La cheffe du service des collectivités locales,

N. BIQUARD

ANNEXE 1

PLAN COMPTABLE M22 AU 1^{ER} JANVIER 2014

1. COMPTES DE CAPITAUX

10. DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES

102 – Dotations et fonds divers

- 1021 – Dotation
- 1022 – Compléments de dotation; État
 - 10222 – FCTVA¹
 - 10228 – Autres compléments de dotation; État
- 1023 – Compléments de dotation; organismes autres que l'État
- 1025 – Dons et legs en capital

106 – Réserves

- 1064 – Réserve des plus-values nettes
- 1068 – Autres réserves
 - 10682 – Excédents affectés à l'investissement
 - 10685 – Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement (réserve de trésorerie)
 - 10686 – Réserve de compensation
 - 10686.0 – Budget général
 - 10686.1 – Services relevant de l'article R. 314-74 du CASF
 - 10686.2 – Unité de long séjour
 - 10686.3 – EHPAD
 - 10686.3.1 – EHPAD section tarifaire hébergement
 - 10686.3.2 – EHPAD section tarifaire dépendance
 - 10686.3.3 – EHPAD section tarifaire soins
 - 10686.6 – Autres services relevant de l'article L. 312-1 du CASF
 - 10686.61 – Maison de retraite
 - 10686.64 – Services de soins infirmiers à domicile
 - 10686.68 – Autres services
 - 10687 – Réserve de compensation des charges d'amortissement
 - 10687.0 – Budget général
 - 10687.2 – Unité de long séjour
 - 10687.3 – EHPAD
 - 10687.3.1 – EHPAD section tarifaire hébergement
 - 10687.3.2 – EHPAD section tarifaire dépendance
 - 10687.3.3 – EHPAD section tarifaire soins
 - 10687.6 – Autres services relevant de l'article L. 312-1 du CASF
 - 10687.61 – Maison de retraite
 - 10687.64 – Services de soins infirmiers à domicile
 - 10687.68 – Autres services

11. REPORT À NOUVEAU (solde créditeur ou débiteur)

110 – Report à nouveau (solde créditeur)

- 110.0 – Budget général
- 110.2 – Unité de long séjour

¹ À n'utiliser que dans les budgets annexes sociaux et médico-sociaux des collectivités et établissements publics locaux éligibles au Fonds de compensation de la TVA (FCTVA).

110.3 – EHPAD

110.3.1 – EHPAD section tarifaire hébergement

110.3.2 – EHPAD section tarifaire dépendance

110.3.3 – EHPAD section tarifaire soins

110.6 – Autres services relevant de l'article L.312-1 du CASF

110.61 – Maison de retraite

110.64 – Services de soins infirmiers à domicile

110.68 – Autres services

111 – Excédent affecté à des mesures d'exploitation non reconductibles

111.0 – Budget général

111.1 – Services relevant de l'article R.314-74 du CASF

111.2 – Unité de long séjour

111.3 – EHPAD

111.3.1 – EHPAD section tarifaire hébergement

111.3.2 – EHPAD section tarifaire dépendance

111.3.3 – EHPAD section tarifaire soins

111.6 – Autres services relevant de l'article L.312-1 du CASF

111.61 – Maison de retraite

111.64 – Services de soins infirmiers à domicile

111.68 – Autres services

114 – Dépenses refusées par l'autorité de tarification

114.1 – Dépenses refusées par l'autorité de tarification en application de l'article R.314-52 du code de l'action sociale et des familles

114.1.0 – Budget général

114.1.2 – Unité de long séjour

114.1.3 – EHPAD

114.1.31 – EHPAD section tarifaire hébergement

114.1.32 – EHPAD section tarifaire dépendance

114.1.33 – EHPAD section tarifaire soins

114.1.6 – Autres services relevant de l'article L.312-1 du CASF

114.1.61 – Maison de retraite

114.1.64 – Services de soins infirmiers à domicile

114.1.68 – Autres services

116 – Dépenses non opposables aux tiers financeurs

116.1 – Amortissements comptables excédentaires différés

116.3 – Autres droits acquis par les salariés non provisionnés en application du 3° de l'article R.314-45 du CASF.

119 – Report à nouveau (solde débiteur)

119.0 – Budget général

119.1 – Services relevant de l'article R.314-74 du CASF

119.2 – Unité de long séjour

119.3 – EHPAD

119.3.1 – EHPAD section tarifaire hébergement

119.3.2 – EHPAD section tarifaire dépendance

119.3.3 – EHPAD section tarifaire soins

119.6 – Autres services relevant de l'article L.312-1 du CASF

119.61 – Maison de retraite

119.64 – Services de soins infirmiers à domicile

119.68 – Autres services

12. RÉSULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)

13. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

131 – Subventions d'équipement transférables

1311 – État

1312 – Collectivités et établissements publics

1318 – Autres subventions d'équipement transférables

13181 – Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage

13188 – Autres subventions

139 – Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat

1391 – État

1392 – Collectivités et établissements publics

1398 – Autres subventions inscrites au compte de résultat

13981 – Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage

13988 – Autres subventions

14. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

141 – Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement

141.1 – Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR – dotation par recours à l'emprunt

141.2 – Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR – dotation par financement de l'autorité de tarification

142 – Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations

145 – Amortissements dérogatoires

148 – Autres provisions réglementées

15. PROVISIONS

151 – Provisions pour risques

1511 – Provisions pour litiges

1515 – Provisions pour perte de change

1518 – Autres provisions pour risques

152 – Provisions pour risques et charges sur emprunts

157 – Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices

1572 – Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions (PGE)

158 – Autres provisions pour charges

1581 – Provisions pour rémunération des personnes handicapées

1582 – Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer

1588 – Autres provisions pour charges

16. EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES

163 – Emprunts obligataires

164 – Emprunts auprès des établissements de crédit

1641 – Emprunts en euros

1643 – Emprunts en devises

1644 – Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie

16441 – Opérations afférentes à l'emprunt

16449 – Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie

165 – Dépôts et cautionnements reçus

166 – Refinancement de la dette

167 – Emprunts et dettes assortis de conditions particulières

1675 – Dettes PPP (Partenariat Public Privé)

1678 – Autres emprunts et dettes assortis de conditions particulières

168 – Autres emprunts et dettes assimilées

1681 – Autres emprunts

1687 – Autres dettes

1688 – Intérêts courus

169 – Primes de remboursement des obligations

18. COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES – RÉGIES NON PERSONNALISÉES)

181 – Compte de liaison : affectation à...

2. COMPTES D'IMMOBILISATIONS

20. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

201 – Frais d'établissement

2011 – Frais de constitution

2012 – Frais de réorganisation

2013 – Frais d'évaluation

203 – Frais d'études, de recherche et de développement et d'insertion

2031 – Frais d'études

2032 – Frais de recherche et de développement

2033 – Frais d'insertion

205 – Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires

208 – Autres immobilisations incorporelles

21. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

211 – Terrains

212 – Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure

213 – Constructions sur sol propre

2131 – Bâtiments

2135 – Installations générales ; agencements ; aménagements des constructions (I.G.A.A.C.)

214 – Constructions sur sol d'autrui

2141 – Constructions sur sol d'autrui, bâtiments publics

2145 – Constructions sur sol d'autrui, installations générales, agencements, aménagements

215 – Installations, matériel et outillage techniques

2151 – Installations complexes spécialisées

2153 – Installations à caractère spécifique

2154 – Matériel et outillage

216 – Collections ; œuvres d'art

218 – Autres immobilisations corporelles

- 2181 – Installations générales, agencements, aménagements divers
- 2182 – Matériel de transport
- 2183 – Matériel de bureau et matériel informatique
- 2184 – Mobilier
- 2185 – Cheptel
- 2188 – Autres immobilisations corporelles

22. IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION

221 – Terrains

222 – Agencements et aménagements de terrains, plantations à demeure

223 – Constructions sur sol propre

- 2231 – Bâtiments
- 2235 – Installations générales, agencements, aménagements des constructions (I.G.A.A.C.)

224 – Constructions sur sol d'autrui

- 2241 – Constructions sur sol d'autrui, bâtiments publics
- 2245 – Constructions sur sol d'autrui, installations générales, agencements, aménagements

225 – Installations, matériel et outillage technique

- 2251 – Installations complexes spécialisées
- 2253 – Installations à caractère spécifique
- 2254 – Matériel et outillage

226 – Collections, œuvres d'art

228 – Autres immobilisations corporelles

- 2281 – Installations générales, agencements et aménagements divers
- 2282 – Matériel de transport
- 2283 – Matériel de bureau et matériel informatique
- 2284 – Mobilier
- 2285 – Cheptel
- 2288 – Autres immobilisations corporelles

229 – Droits de l'affectant

23. IMMOBILISATIONS EN COURS

231 – Immobilisations corporelles en cours

- 2312 – Terrains, agencements et aménagements de terrains
- 2313 – Constructions sur sol propre
- 2314 – Constructions sur sol d'autrui
- 2315 – Installations, matériel et outillage techniques
- 2318 – Autres immobilisations corporelles

232 – Immobilisations incorporelles en cours

235 – Part investissement PPP (Partenariat Public Privé)

237 – Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles

238 – Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles

24. IMMOBILISATIONS AFFECTÉES, CONCÉDÉES OU MISES À DISPOSITION

26. PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS

27. AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

271 – Titres immobilisés (droit de propriété)

272 – Titres immobilisés (droit de créance)

273 – Comptes de placement (long terme)

2731 – Comptes de placements rémunérés

274 – Prêts

275 – Dépôts et cautionnements versés

276 – Autres créances immobilisées

2761 – Créances diverses

2768 – Intérêts courus

28. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS

280 – Amortissements des immobilisations incorporelles

2801 – Frais d'établissement

28011 – Frais de constitution

28012 – Frais de réorganisation

28013 – Frais d'évaluation

2803 – Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion

28031 – Frais d'études

28032 – Frais de recherche et de développement

28033 – Frais d'insertion

2805 – Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires

2808 – Autres immobilisations incorporelles

281 – Amortissements des immobilisations corporelles

2811 – Terrains de gisement

2812 – Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure

2813 – Constructions sur sol propre

28131 – Bâtiments

28135 – Installations générales, agencements, aménagements des constructions (I.G.A.A.C.)

2814 – Constructions sur sol d'autrui

28141 – Constructions sur sol d'autrui, bâtiments publics

28145 – Constructions sur sol d'autrui, installations générales, agencements, aménagements

2815 – Installations, matériel et outillage techniques

28151 – Installations complexes spécialisées

28153 – Installations à caractère spécifique

28154 – Matériel et outillage

2818 – Autres immobilisations corporelles

28181 – Installations générales; agencements, aménagements divers

28182 – Matériel de transport

28183 – Matériel de bureau et matériel informatique

28184 – Mobilier

28185 – Cheptel

28188 – Autres immobilisations corporelles

282 – Amortissements des immobilisations reçues en affectation

2821 – Terrains

2822 – Agencements et aménagements de terrains, plantations à demeure

- 2823 – Constructions sur sol propre
 - 28231 – Bâtiments
 - 28235 – Installations générales, agencements, aménagements des (I.G.A.A.C.)
- 2824 – Constructions sur sol d'autrui
 - 28241 – Constructions sur sol d'autrui, bâtiments publics
 - 28245 – Constructions sur sol d'autrui, Installations générales, agencements, aménagements
- 2825 – Installations, matériel et outillage techniques
 - 28251 – Installation complexes spécialisées
 - 28253 – Installation à caractère spécifique
 - 28254 – Matériel et outillage
- 2828 – Autres immobilisations corporelles
 - 28281 – Installations générales, agencements et aménagements divers
 - 28282 – Matériel de transport
 - 28283 – Matériel de bureau et matériel informatique
 - 28284 – Mobilier
 - 28285 – Cheptel
 - 28288 – Autres immobilisations corporelles

29. DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS

290 – Dépréciation des immobilisations incorporelles

- 2905 – Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires
- 2908 – Autres immobilisations incorporelles

291 – Dépréciation des immobilisations corporelles

- 2911 – Terrains
- 2912 – Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure
- 2913 – Constructions sur sol propre
- 2914 – Constructions sur sol d'autrui
- 2915 – Installations, matériel et outillage techniques
- 2918 – Autres immobilisations corporelles

292 – Dépréciation des immobilisations reçues en affectation

293 – Dépréciation des immobilisations en cours

- 2931 – Immobilisations corporelles en cours
- 2932 – Immobilisations incorporelles en cours

296 – Dépréciation des participations et créances rattachées à des participations

297 – Dépréciation des autres immobilisations financières

- 2971 – Titres immobilisés (droit de propriété)
- 2972 – Titres immobilisés (droit de créance)
- 2974 – Prêts
- 2975 – Dépôts et cautionnements versés
- 2976 – Autres créances immobilisées

3. COMPTES DE STOCKS ET EN COURS

31. MATIÈRES PREMIÈRES (ET FOURNITURES)

32. AUTRES APPROVISIONNEMENTS

321 – Produits pharmaceutiques et produits à usage médical

322 – Fournitures consommables

- 3221 – Combustibles et carburants
- 3222 – Produits d'entretien
- 3223 – Fournitures d'atelier
- 3224 – Fournitures administratives
- 3225 – Fournitures scolaires, éducatives et de loisirs
- 3226 – Fournitures hôtelières
- 3227 – Emballages
- 3228 – Autres fournitures consommables

323 – Alimentation

328 – Autres fournitures suivies en stocks

33. EN COURS DE PRODUCTION DE BIENS

35. STOCKS DE PRODUITS

37. STOCKS DE MARCHANDISES

38. STOCKS DES BUDGETS ANNEXES

39. DÉPRÉCIATIONS DES STOCKS ET EN COURS

- 391 – Dépréciation des matières premières (et fournitures)**
- 392 – Dépréciation des autres approvisionnements**
- 393 – Dépréciation des en cours de production de biens**
- 395 – Dépréciation des stocks de produits**
- 397 – Dépréciation des stocks de marchandises**
- 398 – Dépréciation des stocks des budgets annexes**

4. COMPTES DE TIERS

40. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

401 – Fournisseurs

- 4011 – Fournisseurs
- 4017 – Fournisseurs ; retenues de garanties, oppositions et pénalités de retard d'exécution des marchés
 - 40171 – Fournisseurs – Retenues de Garanties
 - 40172 – Fournisseurs – Oppositions
 - 40173 – Fournisseurs – pénalités de retard d'exécution des marchés

403 – Fournisseurs; effets à payer

404 – Fournisseurs d'immobilisations

- 4041 – Fournisseurs; achats d'immobilisations
- 4047 – Fournisseurs d'immobilisations; retenues de garanties, oppositions et pénalités de retard d'exécution des marchés
 - 40471 – Fournisseurs – Achats d'immobilisations – Retenues de garanties
 - 40472 – Fournisseurs – Achats d'immobilisations – Oppositions
 - 40473 – Fournisseurs – Achat d'immobilisations – pénalités de retard d'exécution des marchés

405 – Fournisseurs d'immobilisations; effet à payer

407 – Fournisseurs – Différences de conversion

- 4071 – Fournisseurs – Différences de conversion
- 4074 – Fournisseurs d'immobilisation – Différences de conversion

408 – Fournisseurs; factures non parvenues

409 – Fournisseurs débiteurs

4091 – Avances et acomptes versés sur commandes

4097 – Fournisseurs autres avoirs

40971 – Fournisseurs autres avoirs – Amiable

40976 – Fournisseurs autres avoirs – Contentieux

4098 – Rabais, remises, ristournes à obtenir et autres avoirs non encore reçus

41. REDEVABLES ET COMPTES RATTACHÉS

411 – Redevables – Amiable

4111 – Usagers

4112 – Caisse pivot; forfait de soins

4113 – Caisses de sécurité sociale; tarifications et prix de journée

41131 – Régime général

41132 – Régime agricole

41133 – Régime de sécurité sociale des travailleurs non salariés des professions non agricoles

41134 – Autres régimes obligatoires de sécurité sociale

4114 – Départements

4115 – Autres tiers payants

4116 – État

41161 – Dotation globale (loi sociale)

41162 – Autres versements de l'État

413 – Clients – effets à recevoir

415 – Créances irrécouvrables admises en non-valeur

4151 – Par le juge des comptes

4152 – Par le conseil d'administration

416 – Redevables – Contentieux

4161 – Usagers

4162 – Caisse pivot; forfait de soins

4163 – Caisses de sécurité sociale; tarifications et prix de journée

41631 – Régime général

41632 – Régime agricole

41633 – Régime de sécurité sociale des travailleurs non salariés des professions non agricoles

41634 – Autres régimes obligatoires de sécurité sociale

4164 – Départements

4165 – Autres tiers payants

4166 – État

41661 – Dotation globale (loi sociale)

41662 – Autres versements de l'État

417 – Redevables – Différences de conversion

418 – Redevables; produits à recevoir

419 – Redevables créditeurs

4191 – Avances reçues

41911 – Usagers

41913 – Caisses de sécurité sociale

41914 – Départements

- 41915 – Autres tiers payants
- 41916 – État
- 41917 – Avances et contributions des hébergés
 - 419171 – Provision versée par les hébergés en attente d'admission à l'aide sociale
 - 419172 – Contributions des hébergés admis à l'aide sociale
- 4192 – Avances reçues des clients
- 4197 – Clients, autres avoirs

42. PERSONNEL ET COMPTES RATTACHÉS

- 421 – Personnel – rémunérations dues**
- 427 – Personnel – oppositions**
- 428 – Personnel – charges à payer et produits à recevoir**
 - 4281 – Prime de service à répartir
 - 4282 – Dettes provisionnées pour congés à payer
 - 4286 – Autres charges à payer
 - 4287 – Produits à recevoir
- 429 – Déficits et débits des comptables et régisseurs**

43. SÉCURITÉ SOCIALE ET AUTRES ORGANISMES SOCIAUX

- 431 – Sécurité sociale**
- 437 – Autres organismes sociaux**
- 438 – Organismes sociaux – charges à payer et produits à recevoir**
 - 4382 – Charges sociales sur congés à payer
 - 4386 – Autres charges à payer
 - 4387 – Produits à recevoir

44. ÉTAT ET AUTRES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES

- 442 – État – Impôts et taxes recouvrables sur des tiers**
- 443 – Opérations particulières avec l'État, les collectivités publiques, les organismes internationaux**
 - 4431 – Opérations particulières avec les collectivités d'assistance
 - 44311 – Opérations particulières avec les collectivités d'assistance – contributions versées par les hébergés
 - 44312 – Opérations particulières avec les collectivités d'assistance – ressources encaissées par le comptable
 - 443121 – Ressources encaissées par le comptable
 - 443122 – Contributions à reverser par le comptable à la collectivité d'assistance
 - 4432 – État
 - 44321 – État – Dépenses
 - 44322 – État – Recettes
 - 443221 – Recettes – Amiable
 - 443226 – Recettes – Contentieux
 - 44327 – État – Aide sociale – Versement des contributions des hébergés
 - 4433 – Département
 - 44331 – Département – Dépenses
 - 44332 – Département – Recettes
 - 443321 – Recettes – Amiable
 - 443326 – Recettes – Contentieux

- 44337 – Département – Aide sociale – Versement des contributions des hébergés
 - 4436 – École des hautes études en santé publique (EHESP)
 - 44361 – EHESP – Dépenses
 - 44362 – EHESP – Recettes
 - 443621 – Recettes – Amiable
 - 443626 – Recettes – Contentieux
 - 4438 – Autres collectivités publiques, organismes internationaux
 - 44381 – Autres collectivités – Dépenses
 - 44382 – Autres collectivités- Recettes
 - 443821 – Recettes – Amiable
 - 443826 – Recettes – Contentieux
 - 445 – État, taxe sur le chiffre d’affaire**
 - 4452 – TVA due intra-communautaire
 - 4455 – Taxes sur le chiffre d’affaire à décaisser
 - 44551 – TVA à décaisser
 - 44558 – Taxes assimilées à la TVA à décaisser
 - 4456 – Taxes sur le chiffre d’affaires déductibles
 - 44562 – TVA sur immobilisations
 - 44566 – TVA sur les autres biens et services
 - 44567 – Crédit de TVA à reporter
 - 44568 – Taxes assimilées à la TVA déductible
 - 4457 – Taxes sur le chiffre d’affaires collectées
 - 44571 – TVA collectée
 - 44578 – Taxes assimilées à la TVA collectée
 - 4458 – Taxes sur le chiffre d’affaires à régulariser ou en attente
 - 44581 – Acomptes – régime simplifié d’imposition
 - 44583 – Remboursement de TVA demandé
 - 44585 – TVA à régulariser – retenue de garantie
 - 44588 – Taxe sur chiffres d’affaires à régulariser ou en attente – Autres
 - 445888 – Autres
 - 447 – Autres impôts, taxes et versements assimilés**
 - 4471 – Taxes sur les salaires
 - 4478 – Autres impôts et taxes
 - 448 – État, charges à payer et produits à recevoir**
 - 4482 – Charges fiscales sur congés à payer
 - 4486 – Autres charges à payer
 - 4487 – Produits à recevoir
- 45. COMPTE DE LIAISON AVEC LA COMPTABILITÉ PRINCIPALE ET BUDGETS ANNEXES**
- 451 – Compte de rattachement avec le budget principal**
 - 452 – Unités de long séjour**
 - 453 – EHPAD**
 - 455 – Services relevant de l’article R314-74 du CASF**
 - 456 – Services relevant de l’article L.312-1 du CASF**
 - 4561 – Maisons de retraite
 - 4563 – Activité de production et de commercialisation
 - 4564 – Services de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées

4565 – Activité sociale

4568 – Autres services relevant de l'article L. 312-1 du CASF

458 – Autres services à comptabilité distincte

46. DÉBITEURS ET CRÉDITEURS DIVERS

462 – Créances sur cessions d'immobilisations

4621 – Créances sur cessions d'immobilisations – Amiable

4626 – Créances sur cessions d'immobilisations – Contentieux

463 – Fonds en dépôts

4631 – Fonds gérés pour le compte des malades majeurs protégés

46311 – Fonds gérés par le mandataire judiciaire à la protection des majeurs ou le directeur

46312 – Fonds des hospitalisés et hébergés sous sauvegarde de justice

46313 – Fonds des hospitalisés et hébergés sous tutelle ou curatelle

46314 – Fonds des bénéficiaires d'une mesure d'accompagnement judiciaire

46315 – Fonds gérés par un régisseur sur ordre d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs

4632 – Fonds reçus ou déposés; usagers

46321 – Fonds reçus ou déposés; hospitalisés et hébergés

46322 – Fonds trouvés sur les décédés

46324 – Fonds appartenant à des malades sortis

46328 – Fonds reçus ou déposés; autres

4633 – Autres fonds en dépôt

46331 – Pécule

46332 – Fonds de solidarité

4634 – Gestion des biens des malades majeurs protégés

46341 – Masse des prélèvements opérés sur les ressources des malades majeurs protégés

46342 – Remise du préposé

46343 – Mesures conservatoires, avances de frais

4635 – Régies hospitalisés et hébergés (hors fonds gérés par un régisseur sur ordre d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs)

464 – Encaissements pour le compte de tiers

466 – Excédents de versement

467 – Autres comptes débiteurs ou créditeurs

4671 – Autres comptes créditeurs

4672 – Autres comptes débiteurs

46721 – Débiteurs divers – Amiable

46726 – Débiteurs divers – Contentieux

4677 – Débiteurs et créditeurs divers – Différences de conversion

46771 – Créditeurs divers – Différences de conversion

46772 – Débiteurs divers – Différences de conversion

468 – Divers – charges à payer et produits à recevoir

4682 – Charges à payer sur ressources affectées

46821 – Fonds à engager

46828 – Autres ressources affectées

4684 – Produits à recevoir sur ressources affectées

46841 – Fonds à engager

46848 – Autres ressources affectées

4686 – Autres charges à payer

4687 – Produits à recevoir

47. COMPTES TRANSITOIRES OU D'ATTENTE

471 – Recettes à classer ou à régulariser

4711 – Versements des régisseurs

4712 – Virements réimputés

4713 – Recettes perçues avant émission des titres

4714 – Recettes à réimputer

47141 – Recettes perçues en excédent à réimputer

471411 – Excédents à réimputer – personnes physiques

471412 – Excédents à réimputer – personnes morales

47142 – Frais de saisie avant prise en charge

47143 – Flux d'encaissement à réimputer

4717 – Recettes relevé banque de France

47171 – Recettes relevé banque de France – Hors CloHélios

47172 – Recettes relevé banque de France – CloHélios

4718 – Autres recettes à régulariser

472 – Dépenses à classer ou à régulariser

4721 – Dépenses réglées sans mandatement préalable

4722 – Commissions bancaires en instance de mandatement (cartes bancaires)

4728 – Autres dépenses à régulariser

475 – Legs et donations en cours de réalisation

476 – Différence de conversion – Actif

4761 – Diminution des créances

47611 – Diminution des prêts

47612 – Diminution d'autres créances

4762 – Augmentation des dettes

47621 – Augmentation d'emprunts et dettes assimilées

47622 – Augmentation d'autres dettes

4768 – Différences compensées par couverture de change

477 – Différence de conversion – Passif

4771 – Augmentation des créances

47711 – Augmentation des prêts

47712 – Augmentation d'autres créances

4772 – Diminution des dettes

47721 – Diminution d'emprunts et dettes assimilées

47722 – Diminution d'autres dettes

4778 – Différences compensées par couverture de change

478 – Autres comptes transitoires

4781 – Frais de poursuite rattachés

4784 – Arrondis sur déclaration de TVA

4788 – Autres comptes transitoires

48. COMPTES DE RÉGULARISATION

481 – Charges à répartir sur plusieurs exercices

4812 – Frais d'acquisition des immobilisations

4816 – Frais d'émission des emprunts obligataires

- 4817 – Pénalités de renégociation de la dette
- 4818 – Charges différées liées à l'obligation d'équilibre budgétaire

486 – Charges constatées d'avance

487 – Produits constatés d'avance

49. DÉPRÉCIATION DES COMPTES DE TIERS

491 – Dépréciation des comptes de redevables

492 – Dépréciation des comptes de clients

496 – Dépréciation des comptes de débiteurs divers

5. COMPTES FINANCIERS

50. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

506 – Obligations

507 – Bons du Trésor

508 – Autres valeurs mobilières et créances assimilées

51. TRESOR ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET ASSIMILÉS

511 – Valeurs à l'encaissement

- 5113 – Chèques vacances et assimilés
- 5115 – Cartes bancaires à l'encaissement
- 5116 – TIP à l'encaissement
- 5117 – Valeurs impayées
 - 51172 – Chèques impayés
 - 51175 – Cartes bancaires impayées
 - 51176 – TIP impayés
 - 51178 – Autres valeurs impayées
- 5118 – Autres valeurs à l'encaissement

515 – Compte au Trésor

516 – Comptes de placement (court terme)

- 5161 – Comptes de placement rémunérés
- 5162 – Comptes à terme

518 – Intérêts courus

- 5186 – Intérêts courus à payer
- 5187 – Intérêts courus à recevoir

519 – Crédit de trésorerie

- 5192 – Avances de trésorerie
- 5193 – Lignes de crédit de trésorerie
 - 51931 – Lignes de crédit de trésorerie
 - 51932 – Lignes de crédit de trésorerie liées à un emprunt

54. RÉGIES D'AVANCES ET ACCRÉDITIFS

541 – Disponibilités chez les régisseurs

- 5411 – Régisseurs d'avances (avances)
- 5412 – Régisseurs de recettes (fonds de caisse)
- 5413 – Administrateurs de legs

58. VIREMENTS INTERNES

580 – Virements internes

583 – Encaissements manuels

584 – Encaissements par lecture optique

585 – Encaissements par la procédure NCE

589 – Virements internes : reprise des balances de sortie

59. DÉPRÉCIATION DES COMPTES FINANCIERS

6. COMPTES DE CHARGES

60. ACHATS ET VARIATION DES STOCKS

601 – Achats stockés de matières premières et fournitures

602 – Achats stockés ; autres approvisionnements

6021 – Produits pharmaceutiques et produits à usage médical

6022 – Fournitures consommables

60221 – Combustibles et carburants

60222 – Produits d'entretien

60223 – Fournitures d'atelier

60224 – Fournitures administratives

60225 – Fournitures scolaires, éducatives et de loisirs

60226 – Fournitures hôtelières

602261 – Couches, alèses, produits absorbants

602268 – Autres fournitures hôtelières

60227 – Emballages

60228 – Autres fournitures consommables

6023 – Alimentation

6028 – Autres fournitures suivies en stocks

603 – Variation des stocks

6031 – Variation des stocks de matières premières et fournitures

6032 – Variation des stocks des autres approvisionnements

60321 – Produits pharmaceutiques et produits à usage médical

60322 – Fournitures consommables

60323 – Alimentation

60328 – Autres fournitures suivies en stocks

6037 – Variation des stocks de marchandises

606 – Achats non stockés de matières et fournitures

6061 – Fournitures non stockables

60611 – Eau et assainissement

60612 – Énergie, électricité

60613 – Chauffage

60618 – Autres fournitures non stockables

6062 – Fournitures non stockées

60621 – Combustibles et carburants

60622 – Produits d'entretien

60623 – Fournitures d'atelier

60624 – Fournitures administratives

60625 – Fournitures scolaires, éducatives et de loisirs

- 60626 – Fournitures hôtelières
 - 606261 – Couches, alèses, produits absorbants
 - 606268 – Autres fournitures hôtelières
- 60627 – Emballages
- 60628 – Autres fournitures non stockées

- 6063 – Alimentation
- 6066 – Fournitures médicales
- 6068 – Autres achats non stockés de matières et fournitures

607 – Achats de marchandises

609 – Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats

- 6091 – Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats stockés de matières premières fournitures
- 6092 – Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats d'autres approvisionnements stockés
- 6096 – Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats non stockés de matières et fournitures
- 6097 – Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats de marchandises

61. SERVICES EXTÉRIEURS

611 – Prestations de services avec des entreprises

- 6111 – Prestations à caractère médical
 - 61111 – Examens de biologie
 - 61112 – Examens de radiologie
 - 61118 – Autres
- 6112 – Prestations à caractère médico-social

612 – Redevances de crédit-bail

- 6122 – Crédit-bail mobilier
- 6125 – Crédit-bail immobilier

613 – Locations

- 6132 – Locations immobilières
- 6135 – Locations mobilières

614 – Charges locatives et de copropriété

615 – Entretien et réparations

- 6152 – Entretien et réparations sur biens immobiliers
- 6155 – Entretien et réparations sur biens mobiliers
 - 61551 – Matériel médical
 - 61558 – Autres matériels et outillages
- 6156 – Maintenance
 - 61561 – Informatique
 - 61562 – Matériel médical
 - 61568 – Autres

616 – Primes d'assurances

- 6161 – Multirisques
- 6162 – Assurance dommage – construction
- 6163 – Assurance transport
- 6165 – Responsabilité civile
- 6166 – Matériels
- 6167 – Assurances capital – décès «titulaires»
- 6168 – Primes d'assurance – Autres risques

617 – Études et recherches

618 – Divers

- 6182 – Documentation générale et technique
- 6184 – Concours divers (cotisations ...)
- 6185 – Frais de colloques, séminaires, conférences
- 6188 – Autres frais divers

619 – Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs

62. AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS

621 – Personnel extérieur à l'établissement

- 6211 – Personnel intérimaire
 - 62111 – Personnel administratif et hôtelier
 - 62113 – Personnel médical et paramédical
 - 62118 – Autres personnels
- 6215 – Personnel affecté à l'établissement
- 6218 – Autres personnels extérieurs

622 – Rémunérations d'intermédiaires et honoraires

- 6221 – Frais de recrutement du personnel
- 6223 – Intervenants médicaux
 - 62231 – Médecins
 - 622311 – Médecins coordonnateurs
 - 622312 – Autres médecins
 - 62232 – Auxiliaires médicaux
 - 622321 – Infirmiers
 - 622322 – Autres auxiliaires médicaux
 - 62238 – Autres
- 6225 – Indemnités au comptable et aux régisseurs
- 6226 – Honoraires
- 6227 – Frais d'actes et de contentieux
- 6228 – Divers

623 – Publicité, publications, relations publiques

624 – Transports de biens, d'usagers et transports collectifs du personnel

- 6241 – Transports de biens
- 6242 – Transports d'usagers
 - 62421 – Accueil de jour en EHPAD
 - 62422 – Accueil de jour en MAS
 - 62423 – Accueil de jour en FAM
 - 62428 – Autres transports d'usagers
- 6247 – Transports collectifs du personnel
- 6248 – Transports divers

625 – Déplacements, missions et réceptions

- 6251 – Voyages et déplacements
- 6255 – Frais de déménagement
- 6256 – Missions
- 6257 – Réceptions

626 – Frais postaux et frais de télécommunications

- 6261 – Frais d'affranchissements
- 6262 – Frais de télécommunication

627 – Services bancaires et assimilés

628 – Divers

- 6281 – Prestations de blanchissage à l'extérieur
- 6282 – Prestations d'alimentation à l'extérieur
- 6283 – Prestation de nettoyage à l'extérieur
- 6284 – Prestation d'informatique à l'extérieur
- 6287 – Remboursement de frais
- 6288 – Autres

629 – Rabais, remises, ristournes obtenus sur autres services extérieurs

63. IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS

631 – Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)

- 6311 – Taxe sur les salaires
- 6312 – Taxe d'apprentissage
- 6318 – Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations

633 – Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)

- 6331 – Versement de transport
- 6332 – Allocation logement
- 6333 – Participation des employeurs à la formation professionnelle continue
- 6336 – Cotisation au fonds pour l'emploi hospitalier
- 6338 – Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations

635 – Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts)

- 6351 – Impôts directs
 - 63511 – Contribution économique territoriale
 - 63512 – Taxes foncières
 - 63513 – Autres impôts locaux
- 6353 – Impôts indirects
- 6354 – Droits d'enregistrement et de timbre
- 6358 – Autres droits

637 – Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)

64. CHARGES DE PERSONNEL

641 – Rémunérations du personnel non médical

- 6411 – Personnel titulaire et stagiaire
 - 64111 – Rémunération principale
 - 64112 – NBI, supplément familial de traitement et indemnité de résidence
 - 64113 – Prime de service
 - 64116 – Indemnités de préavis et de licenciement
 - 64118 – Autres indemnités
 - 641181 – Gratifications des stagiaires
 - 641188 – Autres
- 6413 – Personnel non titulaire sur emplois permanents
 - 64131 – Rémunération principale
 - 64136 – Indemnités de préavis et de licenciement
 - 64138 – Autres indemnités
- 6415 – Personnel non médical de remplacement
 - 64151 – Rémunération principale
 - 64156 – Indemnités de préavis et de licenciement
 - 64158 – Autres indemnités

- 6416 – Emplois d’insertion
- 6417 – Apprentis
- 6419 – Remboursements sur rémunérations du personnel non médical
- 642 – Rémunération du personnel médical**
 - 6421 – Praticiens
 - 6425 – Gardes et astreintes
 - 6428 – Autres
 - 6429 – Remboursements sur rémunérations du personnel médical
- 643 – Personnes handicapées**
 - 6431 – Rémunération directe versée par l’ESAT (établissement spécialisé d’aide par le travail)
 - 6432 – Aide au poste
 - 6438 – Autres rémunérations
 - 6439 – Remboursements sur rémunérations des personnes handicapées
- 645 – Charges de sécurité sociale et de prévoyance**
 - 6451 – Personnel non médical
 - 64511 – Cotisations à l’U.R.S.S.A.F
 - 64512 – Cotisations aux mutuelles
 - 64513 – Cotisations aux caisses de retraite
 - 64514 – Cotisations à l’A.S.S.E.D.I.C.
 - 64515 – Cotisations à la C.N.R.A.C.L.
 - 64518 – Cotisations aux autres organismes sociaux
 - 6452 – Personnel médical
 - 64521 – Cotisations à l’U.R.S.S.A.F.
 - 64522 – Cotisations aux mutuelles
 - 64523 – Cotisations aux caisses de retraite
 - 64524 – Cotisations à l’A.S.S.E.D.I.C.
 - 64525 – Cotisations à la C.N.R.A.C.L.
 - 64528 – Cotisations aux autres organismes sociaux
 - 6459 – Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance
- 646 – Personnes handicapées**
 - 6461 – Cotisations à la MSA
 - 6462 – Cotisations à l’URSSAF
 - 6463 – Cotisations aux mutuelles
 - 6464 – Cotisations aux caisses de retraite
 - 6468 – Autres
 - 6469 – Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance des personnes handicapées
- 647 – Autres charges sociales**
 - 6471 – Prestations versées pour le compte du F.N.A.L.
 - 6472 – Fonds de solidarité
 - 6473 – Allocations de chômage
 - 6475 – Médecine du travail
 - 6478 – Divers
 - 64781 – Carte de transport
 - 64783 – Comités d’hygiène et de sécurité
 - 64784 – Œuvres sociales
 - 64788 – Autres
 - 6479 – Remboursements sur autres charges sociales

648 – Autres charges de personnel

- 6481 – Indemnités aux ministres des cultes
- 6482 – Indemnités des religieuses et reposance
- 6483 – Versements aux agents en cessation anticipée et progressive d'activité
- 6488 – Autres charges diverses de personnel
- 6489 – Fonds de compensation des cessations anticipées d'activité

65. AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE

651 – Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires

654 – Pertes sur créances irrécouvrables

655 – Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun

- 6551 – Quote-part de résultat sur opérations faites dans le cadre d'un groupement de coopération sociale et médico-sociale
- 6558 – Quote-part de résultat sur opérations faites dans le cadre d'un autre groupement

657 – Subventions

- 6571 – Subventions aux associations participant à la vie sociale des usagers
- 6578 – Autres subventions

658 – Charges diverses de gestion courante

- 6581 – Frais de culte et d'inhumation
- 6582 – Pécule
- 6586 – Fonds de solidarité
- 6587 – Participation aux frais de scolarité (École des hautes études en santé publique – EHESP)
- 6588 – Autres

66. CHARGES FINANCIÈRES

661 – Charges d'intérêts

- 6611 – Intérêts des emprunts et dettes
- 6615 – Intérêts des lignes de crédit de trésorerie
- 6618 – Autres charges d'intérêts

665 – Escomptes accordés

666 – Pertes de change

667 – Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement

668 – Autres charges financières

67. CHARGES EXCEPTIONNELLES

671 – Charges exceptionnelles sur opérations de gestion

- 6711 – Intérêts moratoires et pénalités sur marchés
- 6712 – Pénalités, amendes fiscales et pénales
- 6715 – Contribution exceptionnelle et temporaire (CET)
- 6717 – Rappels d'impôts
- 6718 – Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion

673 – Titres annulés (sur exercices antérieurs)

675 – Valeurs comptables des éléments d'actif cédés

678 – Autres charges exceptionnelles

68. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DÉPRÉCIATIONS ET AUX PROVISIONS

681 – Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions : charges d'exploitation

- 6811 – Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles
 - 68111 – Immobilisations incorporelles
 - 68112 – Immobilisations corporelles
- 6812 – Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir
- 6815 – Dotations aux provisions d'exploitation
- 6816 – Dotations aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles
- 6817 – Dotations aux dépréciations des actifs circulants
 - 68173 – Stocks et en-cours
 - 68174 – Créances

686 – Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions : charges financières

- 6862 – Dotations aux amortissements des charges financières à répartir
- 6865 – Dotations aux provisions financières
- 6866 – Dotations aux dépréciations des éléments financiers

687 – Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions : charges exceptionnelles

- 6871 – Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations
- 6872 – Dotations aux provisions réglementées (immobilisations)
 - 68725 – Dotations aux amortissements dérogatoires
- 6874 – Dotations aux autres provisions réglementées
 - 68741 – Dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement
 - 68742 – Dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations
 - 68748 – Autres
- 6876 – Dotations aux dépréciations exceptionnelles

7. COMPTES DE PRODUITS

70. PRODUITS

701 – Vente de produits finis

702 – Ventes de produits intermédiaires

703 – Ventes de produits résiduels

706 – Prestations de services

707 – Ventes de marchandises

708 – Produits des activités annexes

- 7081 – Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel
- 7082 – Participations forfaitaires des usagers
 - 70821 – Forfaits journaliers
 - 70822 – Participations des personnes handicapées prévues au quatrième alinéa de l'article L.242-4 du CASF
 - 70823 – Participations aux frais de repas et de transport dans les ESAT
 - 70828 – Autres participations forfaitaires des usagers
- 7084 – Prestations effectuées par les usagers
- 7085 – Prestations délivrées aux usagers, accompagnants et autres tiers

- 7086 – Bonis sur reprises d’emballages consignés
- 7087 – Remboursement de frais par les budgets annexes
- 7088 – Autres produits d’activités annexes

709 – Rabais, remises, ristournes accordés par l’établissement

71. PRODUCTION STOCKÉE (OU DÉSTOCKAGE)

713 – Variation des stocks, en cours de production, produits

- 7133 – Variation des en-cours de production de biens
- 7135 – Variation des stocks de produits

72. PRODUCTION IMMOBILISÉE

721 – Immobilisations incorporelles

722 – Immobilisations corporelles

73. Dotations et produits de tarification

731 – Produits à la charge de l’assurance maladie (hors EHPAD)

- 7311 – secteur des personnes âgées
 - 73111 – Dotation globale
 - 731111 – Quote-part de la dotation globalisée commune des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous CPOM
 - 7311111 – SSIAD
 - 7311118 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
 - 731112 – SSIAD
 - 731118 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
 - 73112 – Forfait global
 - 73118 – Autres modes de tarification
- 7312 – secteur des personnes handicapées
 - 73121 – Dotation globale
 - 731211 – Quote-part de la dotation globalisée commune des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous CPOM
 - 7312111 – SSIAD
 - 7312112 – établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du 2° du I de l’article L.312-1 du CASF
 - 7312114 – MAS (maison d’accueil spécialisé)
 - 7312115 – FAM (Foyer d’accueil médicalisé)
 - 7312118 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
 - 731212 – SSIAD
 - 731218 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
 - 73122 – Prix de journée
 - 731221 – établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du 2° du I de l’article L.312-1 du CASF
 - 731222 – MAS (maison d’accueil spécialisé)
 - 731224 – Prise en charge au titre des dispositions de l’article L.242-4 CASF
 - 731228 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux

- 73123 – Forfait global
 - 731231 – FAM (foyer d'accueil médicalisé)
 - 7312311 – Forfait global hors crédits de prise en charge des frais de transport en accueil de jour
 - 7312312 – Forfait de prise en charge des frais de transport en accueil de jour
 - 731238 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
- 73124 – tarification forfaitaire à l'acte
- 73128 – Autres modes de tarifications
- 7318 – Autres secteurs
- 732 – Produits à la charge de l'État**
 - 7321 – dotation globale
 - 73211 – ESAT
 - 73212 – CHRS
 - 73213 – services mandataires judiciaires à la protection des majeurs
 - 73218 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
 - 7328 – Autres modes de tarifications
- 733 – Produits à la charge du département (hors EHPAD)**
 - 7331 – secteur des personnes âgées
 - 73311 – Dotation globale
 - 733111 – Quote-part de la dotation globalisée commune des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous CPOM
 - 7331111 – SAAD (services d'aide et d'accompagnement à domicile)
 - 7331118 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
 - 733118 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
 - 73312 – Forfait global
 - 73313 – Prix de journée
 - 73314 – Tarif horaire
 - 733141 – SAAD
 - 733148 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
 - 73318 – Autres modes de tarification
 - 7332 – Secteur des personnes handicapées
 - 73321 – Dotation globale
 - 733211 – Quote-part de la dotation globalisée commune des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous CPOM
 - 7332111 – FAM
 - 7332118 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
 - 733218 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
 - 73322 – Prix de journée
 - 733221 – Prix de journée hors prise en charge au titre des dispositions de l'article L242-4 CASF
 - 733222 – Prise en charge au titre des dispositions de l'article L242-4 CASF
 - 733228 – Autres

- 73323 – Tarif journalier
 - 733231 – FAM
 - 733238 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
- 73324 – Tarif horaire
 - 733241 – SAAD
 - 733248 – Autres
- 73328 – Autres modes de tarification
- 7333 – secteur protection de l'enfance
 - 73331 – dotation globale
 - 733311 – Quote-part de la dotation globalisée commune des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous CPOM
 - 733318 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
 - 73332 – prix de journée
 - 73338 – Autres modes de tarifications
- 7338 – autres secteurs
- 734 – Produits à la charge de l'utilisateur (hors EHPAD)**
 - 7341 – secteur des personnes âgées
 - 73412 – SAAD
 - 73418 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
 - 7342 – secteur des personnes handicapées
 - 73421 – SAAD
 - 73428 – Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux
 - 7348 – autres secteurs
- 735 – Produits des EHPAD – secteur des personnes âgées**
 - 7351 – Produits à la charge de l'assurance maladie
 - 73511 – Quote-part de la tarification globalisée commune des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous CPOM
 - 73512 – Tarification des soins
 - 735121 – Accueil temporaire
 - 7351211 – Accueil avec hébergement
 - 7351212 – Accueil sans hébergement
 - 735122 – Forfait plan Alzheimer
 - 7351221 – Part afférente à la section hébergement
 - 7351222 – Part afférente à la section dépendance
 - 7351223 – Part afférente à la section soins
 - 735123 – Tarification hors forfait journalier relatif aux frais de transport en accueil de jour
 - 735124 – Part forfait journalier relatif aux frais de transport en accueil de jour (art. R314-162-I 2° du CASF)
 - 73513 – Produits des prestations non prises en compte dans les tarifs journaliers afférents aux soins
 - 735131 – Prestations exclues du calcul des tarifs journaliers afférents aux soins (tarif global)
 - 735132 – Prestations exclues du calcul des tarifs journaliers afférents aux soins (tarif partiel)
 - 7352 – Produits à la charge du département
 - 73521 – Quote-part de la tarification globalisée commune des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous CPOM

- 735211 – Part afférente à l'hébergement
- 735212 – Part afférente à la dépendance
- 73522 – Tarification de l'hébergement complet
 - 735221 – Part afférente à l'hébergement
 - 735222 – Part afférente à la dépendance
- 73523 – Tarification de l'accueil temporaire
 - 735231 – Accueil avec hébergement
 - 7352311 – Part afférente à l'hébergement
 - 7352312 – Part afférente à la dépendance
 - 735232 – Accueil sans hébergement
 - 7352321 – Part afférente à l'hébergement
 - 7352322 – Part afférente à la dépendance
- 7353 – Produits à la charge de l'utilisateur
 - 73531 – Part afférente à l'hébergement
 - 73532 – Part afférente à la dépendance (tarif GIR 5-6)
 - 73533 – Part afférente à la dépendance (en fonction des ressources)
 - 73534 – Part afférente aux soins
 - 73535 – Accueil temporaire
 - 735351 – Accueil avec hébergement
 - 7353511 – Part afférente à l'hébergement
 - 7353512 – Part afférente à la dépendance
 - 735352 – Accueil sans hébergement
 - 7353521 – Part afférente à l'hébergement
 - 7353522 – Part afférente à la dépendance
- 7358 – Produits à la charge d'autres financeurs
 - 73581 – Produits à la charge de la CAF (Caisse d'allocations familiales)
 - 73588 – Autres
- 738 – Produits à la charge d'autres financeurs**
 - 7381 – Produits à la charge de la CAF
 - 7388 – Autres

74. SUBVENTIONS D'EXPLOITATION ET PARTICIPATIONS

747 – Fonds à engager

748 – Autres subventions et participations

- 7481 – Fonds pour l'emploi hospitalier
- 7482 – Fonds d'intervention régional
- 7484 – Aide forfaitaire à l'apprentissage
- 7488 – Autres

75. AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE

751 – Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires

754 – Remboursements de frais

- 7541 – Formation professionnelle
- 7542 – Remboursement par la sécurité sociale de frais médicaux et paramédicaux
- 7543 – Complément de rémunération des personnes handicapées (ESAT)
- 7548 – Autres remboursements de frais

755 – Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun

7551 – Quote-part de résultat sur opérations faites dans le cadre d'un groupement de coopération sociale et médico-sociale

7558 – Quote-part de résultat sur opérations faites dans le cadre d'un autre groupement

756 – Cotisations

758 – Produits divers de gestion courante

7586 – Produits de la gestion des actes de la vie civile des personnes protégées par la loi

7588 – Autres produits divers de gestion courante

76. PRODUITS FINANCIERS

761 – Produits de participations

762 – Produits des autres immobilisations financières

764 – Revenus des valeurs mobilières de placement

765 – Escomptes obtenus

766 – Gains de change

767 – Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement

768 – Autres produits financiers

77. PRODUITS EXCEPTIONNELS

771 – Produits exceptionnels sur opérations de gestion

7715 – Contribution exceptionnelle et temporaire

7718 – Autres

773 – Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale

775 – Produits des cessions d'éléments d'actif

777 – Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice

778 – Autres produits exceptionnels

78. REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS

781 – Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation)

7811 – Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

7815 – Reprises sur provisions d'exploitation

7816 – Reprises sur dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

7817 – Reprises sur dépréciations des actifs circulants

786 – Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits financiers)

7865 – Reprises sur provisions financières

7866 – Reprises sur dépréciations des éléments financiers

78662 – Immobilisations financières

78665 – Valeurs mobilières de placement

787 – Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels)

7872 – Reprises sur provisions réglementées (immobilisations)

78725 – Reprise sur amortissements dérogatoires

7874 – Reprises sur autres provisions réglementées

78741 – Reprises sur provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement

78742 – Reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations

78748 – Autres

7876 – Reprises sur dépréciations exceptionnelles

79. TRANSFERTS DE CHARGES

791 – Transfert de charges d'exploitation

796 – Transfert de charges financières

797 – Transfert de charges exceptionnelles

ANNEXE 2

LA SUBDIVISION COMPLÉMENTAIRE DU COMPTE 735
« PRODUITS DES EHPAD – SECTEUR PERSONNES ÂGÉES »

Le compte 735 fait l'objet de subdivisions complémentaires :

a) Création du compte 735122 « Forfait plan Alzheimer »

Le compte 735122 retrace les financements alloués aux unités d'hébergement renforcé (UHR) et aux pôles d'activités et de soins adaptés (PASA) pour financer les dépenses réalisées en vue de permettre la prise en charge des usagers atteints de la maladie d'Alzheimer.

Le compte 735122 est subdivisé par sections tarifaires (hébergement, dépendance et soins) afin de retracer les financements destinés à couvrir, le cas échéant, les dépenses chaque section tarifaire.

b) Création du compte 73513 « Produits des prestations non prises en compte dans les tarifs journaliers afférents aux soins ».

Le compte 73513 enregistre le produit des prestations qui, bien que financées par l'assurance maladie, sont expressément écartées du tarif soins par les textes réglementaires.

Il se subdivise comme suit :

- 735131 – Prestations exclues du calcul des tarifs journaliers afférents aux soins (tarif global) ;
- 735132 – Prestations exclues du calcul des tarifs journaliers afférents aux soins (tarif partiel).

c) Création des subdivisions « part afférente à l'hébergement » et « part afférente à la dépendance » pour les comptes de produits à la charge du département (comptes 7352x) et de l'utilisateur (comptes 7353x).

Cette création vise à permettre à l'ordonnateur de distinguer la part du financement afférente à l'hébergement de celle afférente à la dépendance.

Elle s'applique :

- pour les produits à la charge du département, aux comptes :
 - 73521 – « Quote-part de la tarification globalisée commune des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous CPOM » ;
 - 73522 – « Tarification de l'hébergement complet » ;
 - 735231 – « Accueil temporaire - Accueil avec hébergement » ;
 - 735232 – « Accueil temporaire - Accueil sans hébergement » ;
- pour les produits à la charge de l'utilisateur, aux comptes :
 - 735351 – « Accueil temporaire - Accueil avec hébergement » ;
 - 735352 – « Accueil temporaire - Accueil sans hébergement ».

d) Création du compte 7358 « Produits à la charge d'autres financeurs »

Le compte 7358 est subdivisé comme suit :

- 73581 – « Produits à la charge de la CAF (Caisse d'allocations familiales) » : ce compte enregistre notamment les versements d'aide personnalisée au logement (APL) effectués par la CAF aux hébergés des EHPAD ;
- 73588 – « Autres ».

ANNEXE 3

MODÈLE DE BILAN M22 2014

ACTIF			
Libellés		Brut	Amortissements et dépréciations
	Immobilisations incorporelles		
	Frais d'établissement	201	2801
	Frais d'études, de recherche et de développement,	203	2803
	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	205	2805, 2905
A	Autres immobilisations incorporelles	208	2808, 2908
C			
T	Immobilisations corporelles		
I	Terrains	211, 212	2811, 2812, 2911, 2912
F	Constructions	213, 214	2813, 2814, 2913, 2914
	Installations, matériel et outillage techniques	215	2815, 2915
I	Collections, œuvres d'art; autres immobilisations corporelles	216, 218	2818, 2918
M	Immobilisations reçues en affectation	22 (sauf 229)	282, 292
M	Immobilisations corporelles en cours	231	2931
O	Immobilisations incorporelles en cours	232, 235	2932
B	Avances et acomptes versés sur commandes		
I	d'immobilisations incorporelles	237	
L	d'immobilisations corporelles	238	
I	Immobilisations affectées ou mises à disposition	24	
S			
É	Immobilisations financières		
	Participations et créances rattachées à des participations	26	296
	Titres immobilisés	271, 272	2971, 2972
	Prêts	274	2974
	Autres	275, 273, 276	2975, 2976
	Total I		

ACTIF				
	Libellés	Brut	Amortissement et dépréciations	
A C T I F C I R C U L A N T	Stocks et en cours			
	Matières premières	31	391	
	Autres approvisionnements	32	392	
	En cours de production de biens	33	393	
	Produits	35	395	
	Marchandises	37	397	
	Autres stocks	38	398	
	Créances d'exploitation			
	Usagers	4111, 4161	491	
		417, 418		
	Caisse pivot	4112, 4162		
	Autres tiers payants	4113, 4114		
		4115, 4116,		
		4163, 4164		
		4165, 4166		
	Créances irrécouvrables admises en non-valeur	415		
	Autres	409, 413, 4387, 4456, 4458D, 4487	492	
	Créances diverses			
	Avances de frais relatifs à la gestion des biens des malades protégés	46343		
	Autres	4287, 429, 443D, 462, 4672, 4684, 451D, 458D, 46315, 4635D 46772 ⁽¹⁾ 4687	496	
	Valeurs mobilières de placement			
	Disponibilités			
		50	59	
	51 (sauf 5186 et 519)			
	54			
	486			
	Total II			
Comptes de régularisation	Charges à répartir sur plusieurs exercices	481		
	Primes de remboursement des obligations	169		
	Dépenses à classer ou à régulariser	472, 478D		
	Écarts de conversion Actif	476		
	Total III			
	Total général (I + II + III)			

(1) Précédé du signe moins en cas de solde débiteur.

PASSIF		
	Libellés	
	Apports	102, 181, 229
	Réserves	
C	Réserve des plus-values nettes	1064
A	Excédents affectés à l'investissement	10682
P	Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	10685
I	Réserve de compensation	10686
T	Réserve de compensation des charges d'amortissement	10687
A	Report à nouveau	
U	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation	110
X	Excédents affectés au financement de mesures d'exploitation non reductibles	111
P	Report à nouveau déficitaire	119
R	Dépenses rejetées par l'autorité de tarification	114
O	Dépenses non opposables aux tiers financeurs	116
P	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit⁽¹⁾)	
R	Subventions d'investissement	131 (-139)
E	Provisions réglementées	
S	Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement	141
	Autres provisions réglementées	142, 145, 148
	Total I	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	151, 152
	Provisions pour charges	157, 158
	Total II	

(1) Précédé du signe moins en cas de solde débiteur.

PASSIF		
	Libellés	
	Dettes financières	
	Emprunts obligataires	163
	Emprunts auprès des établissements de crédit	164, 5186, 519
	Emprunts et dettes financières divers	165, 167, 168
	Dettes d'exploitation	
D	Avances reçues	419
E	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	401, 403, 4071, 408
T	Dettes fiscales et sociales	421, 427, 428 (sauf 4287), 431, 437, 4382, 4386, 442,
T		4452, 4455, 4457, 447
E		4482, 4486, 4458C
S	Dettes diverses	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	404, 405, 4074
	Fonds déposés par les usagers, les hébergés	4633, 46341, 4631 4632, 46342
	Autres	443C, 4682, 4686, 466 4671, 46771 ⁽¹⁾ , 451C, 458C, 4635C, 464
	Produits constatés d'avance	487
	Total III	
Comptes de régularisation	Recettes à classer ou à régulariser	471, 475, 478C
	écarts de conversion Passif	477
	Total général (I + II + III)	

(1) Précédé du signe moins en cas de solde débiteur.

ANNEXE 4

TRAITEMENT COMPTABLE D'UNE SUBVENTION AU COMPTE 7482 « FONDS D'INTERVENTION RÉGIONAL » PARTIELLEMENT CONSOMMÉE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Exemple: Attribution d'une subvention en N pour 300. À la clôture de l'exercice N, seuls 100 ont été consommés. Un produit constaté d'avance de 200 est alors enregistré en fin d'exercice.

Exercice N	4x	487	7482
- Prise en charge du titre de recettes à la notification de la subvention <i>Au budget</i> : Recette de 300 au compte 7482	300		300
- Constatation au bilan de la consommation « réelle » de la subvention. Un produit constaté d'avance de 200 est enregistré ¹ <i>Au budget</i> : Décision modificative : - 200 au compte 7482		200	200
Exercice N + 1			
- Contre-passation du produit constaté d'avance : réintégration au résultat ² du produit non consommé <i>Au budget</i> : Recette de 200 au compte 7482 (qui permettra de financer les charges d'exploitation subventionnées)		200	200
<i>Comptes</i> :			
4x (organisme versant la subvention)			
487 « Produits constatés d'avance »			
7482 « Fonds d'intervention régional »			

Nota bene: la fiche d'écritures n° 7 de l'annexe 3 de l'instruction codificatrice M22 traite des charges constatées d'avance.

¹ Au vu d'un titre de réduction établi par l'ordonnateur.

² Au vu d'un titre de recettes établi par l'ordonnateur.

ANNEXE 5

LA COMPTABILISATION DES CORRECTIONS D'ERREUR SUR EXERCICES ANTÉRIEURS

1. Périmètre des corrections d'erreur sur exercices antérieurs

Dans son avis n° 2012-05 du 18 octobre 2012 relatif aux changements de méthodes comptables, changements d'estimations comptables et corrections d'erreurs, le conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP) propose que les corrections d'erreurs commises sur exercices antérieurs ne soient pas comptabilisées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles sont constatées mais en situation nette, c'est-à-dire au sein des comptes de haut de bilan.

Cette règle évite ainsi que la correction d'une erreur se rapportant à un exercice antérieur ait une incidence sur le résultat de l'exercice au cours duquel cette erreur est découverte et corrigée.

Les erreurs visées dans l'avis sont principalement les erreurs de calcul, les erreurs dans l'application des méthodes comptables, les mauvaises interprétations des faits et les négligences (par exemple : l'absence de comptabilisation ou la sous-évaluation d'amortissements d'un bien, la constitution erronée d'une provision, ...).

En revanche, les erreurs d'imputation comptable n'entrent pas dans le champ de l'avis. Elles sont rectifiées par l'émission d'un titre ou d'un mandat annulant la pièce d'origine émise à un mauvais compte et par l'émission d'une nouvelle pièce sur la bonne imputation comptable.

Remarque : l'avis du CNoCP ne s'applique pas aux corrections d'erreur sur exercice en cours qui se corrigent par simple contre passation de l'écriture.

En application des articles L. 315-12 et L. 315-15 (II) du code de l'action sociale et des familles, les corrections d'erreurs sur exercices antérieurs sont approuvées par le conseil d'administration de l'établissement ou du service, dans le cadre de l'adoption des comptes financiers.

Le comptable enregistre les corrections d'erreurs au vu d'une décision de l'ordonnateur explicitant la nature de celles-ci. Cette décision est accompagnée :

- d'un état détaillant la situation comptable avant comptabilisation des écritures de corrections d'erreurs ;
- d'un état détaillant la situation comptable à l'issue de la comptabilisation des écritures de corrections d'erreurs.

2. Comptes à retenir pour corriger les erreurs sur exercices antérieurs

La situation nette est définie à l'article 434-1 du plan comptable général (PCG) comme suit :

« Au sein des capitaux propres, la situation nette est établie après affectation du résultat de l'exercice. Elle exclut les subventions d'investissement et les provisions réglementées (...) ».

Ainsi, pour les ESSMS, la situation nette comprend tous les comptes 10 et les comptes de report à nouveau excédentaire (110 et 111), déficitaire (119) et spécifiques (114 et 116).

Il appartient à l'établissement, en lien et avec l'accord préalable de l'autorité de tarification, de déterminer, au vu de sa situation comptable et financière et au vu de ses projets (investissements à venir, charges d'exploitation spécifiques à financer,...) les comptes à retenir.

Les comptes à retenir en priorité pourraient être :

a) Si l'opération concerne explicitement des postes du cycle d'investissement (régularisations d'immobilisations ou de leur financement, amortissements, régularisations d'autres actifs et passifs comme les emprunts, ...) :

- 10682 « Excédents affectés à l'investissement » ;
- 1064 « réserves des plus-values ».

Si la correction vise à réintégrer en comptabilité un bien non enregistré à l'actif, le compte 1021 « dotation » sera à retenir (débit compte 2x, crédit compte 1021, par opération d'ordre budgétaire).

b) Si l'opération concerne explicitement des postes du cycle d'exploitation (provisions...) :

• 10686 « Réserve de compensation des déficits » (si elle existe, en identifiant celle de la section d'imputation concernée pour un EHPAD) ;

• En l'absence de cette dernière : 10685 « excédent affecté à la couverture du besoin en fonds de roulement (réserve de trésorerie) » dans le respect des dispositions de l'article R. 314-48 du CASF.

La reprise des comptes 10 ou 11 s'effectue dans la limite du solde de ces comptes. Ces derniers ne sauraient, en effet, présenter des soldes anormaux.

L'erreur sur exercice antérieur est corrigée sur l'exercice au cours duquel elle a été constatée.

Si la correction s'effectue au compte 102x, 10682 ou 1064 « réserves des plus-values nettes », l'opération sera budgétaire (un mandat ou un titre sera établi à ces comptes, ces comptes de réserves étant budgétaires).

Dans les autres cas (corrections sur les autres comptes de réserves et sur les comptes de report à nouveau), elle sera semi-budgétaire (émission d'un titre ou d'un mandat uniquement au compte donnant lieu à régularisation).

Au surplus, les corrections effectuées sur les comptes de report à nouveau 110, 111 ou 119 donnent lieu à enregistrement d'une recette ou d'une dépense sur la ligne 002 « excédent/déficit d'exploitation reporté » au budget de l'ESSMS, conformément aux dispositions de l'instruction codificatrice M22 n° 09-006-M22 du 31 mars 2009 (cf. chapitre 3, paragraphe 4.2.2.3).

3. Exemple de corrections d'erreur

Des exemples de correction d'erreur sont présentés ci-après. L'écriture à enregistrer dépend du compte sur lequel s'effectue la reprise de la correction :

Exemple 1 : régularisation d'un amortissement non pratiqué sur un bien :

– reprise du compte 10682, l'écriture suivante est enregistrée :

débit compte 10682 (mandat) – crédit compte 28x « amortissement des immobilisations » (titre) (opération budgétaire).

– reprise du compte 10686, l'écriture suivante est enregistrée ;

débit compte 10686 – crédit compte 28x (titre) (opération semi-budgétaire).

– reprise du compte 110, l'écriture suivante est enregistrée ;

débit compte 110 – crédit compte 28x (titre) (opération semi-budgétaire).

Exemple 2 : correction d'une provision comptabilisée par erreur au compte 1588 « autres provisions pour charges » :

– abondement du compte 10682, l'écriture suivante est enregistrée :

débit compte 1588 (mandat) – crédit compte 10682 (titre) (opération budgétaire).

– abondement du compte 110, l'écriture suivante est enregistrée :

débit compte 1588 (mandat) – crédit compte 110 (opération semi-budgétaire).

– reprise du compte 119 (diminution du report à nouveau déficitaire) :

débit compte 1588 (mandat) – crédit compte 119 (opération semi-budgétaire).

Exemple 3 : correction d'une subvention enregistrée par erreur à un compte 13x « subvention d'investissement » alors qu'elle ne constitue pas une subvention transférable ; la correction d'erreur porte sur le compte 139x « subventions d'investissement inscrites au compte de résultat ».

– réimputation de la subvention (erreur d'imputation comptable) :

débit compte 13X (mandat) – titre compte 102x (titre) (opération budgétaire)

– correction de la fraction de subvention transférée par erreur au compte de résultat, par reprise du compte 10682 :

débit compte 10682 (mandat) – crédit compte 10682 (titre) (opération budgétaire).

ANNEXE 6

RAPPEL DE LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE D'AFFECTATION DES RÉSULTATS
DES ESSMS PUBLICS DOTÉS DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE

1. L'adoption de délibérations d'affectation de résultats

L'affectation des résultats donne lieu à une délibération du conseil d'administration de l'ESSMS, conformément aux dispositions de l'article L. 315-12 (5°) du code de l'action sociale et des familles (CASF).

La délibération doit être transmise au contrôle de légalité pour être rendue exécutoire, en vertu des dispositions combinées des articles L. 315-12 et L. 315-14 du CASF.

1.1. Présentation de la délibération d'affectation du résultat

La délibération présente les résultats du budget général et des budgets annexes constatés à la clôture de l'exercice (résultats d'investissement et d'exploitation du budget général et résultat d'exploitation de chaque budget annexe) et l'affectation qui en est faite.

L'affectation doit être réalisée dans le respect des règles suivantes :

- le résultat d'investissement cumulé constaté à la clôture de l'exercice est reporté au budget de l'exercice suivant sur la ligne 001 « excédent ou déficit cumulé d'investissement reporté » (cf. I 9° et II 10° de l'article R. 314-11 du CASF et paragraphe 2 du chapitre 3 de l'instruction codificatrice M22) ;
- les résultats d'exploitation du budget général et des budgets annexes sont affectés aux budgets dont ils sont issus (article R. 314-51 IV du CASF) ;
- le résultat des EHPAD est affecté par section tarifaire, chaque section tarifaire étant étanche (cf. article R. 314-51 I du CASF, et paragraphe 4.2.2.1 du chapitre 3 de l'instruction codificatrice M22).

1.2. L'adoption de plusieurs délibérations d'affectation du résultat

Les ESSMS dont les financements sont majoritairement apportés par des organismes de sécurité sociale ou par une collectivité publique n'affectent pas librement leur résultat d'exploitation. L'affectation de leur résultat est décidée par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions des articles L. 314-7 et R. 314-51 du CASF.

La procédure d'affectation du résultat de ces ESSMS s'effectue alors en deux temps.

Dans un premier temps, le conseil d'administration de l'ESSMS adopte une délibération de proposition d'affectation de résultat (5° de l'article L. 315-12 du CASF).

Cette délibération est transmise au contrôle de légalité pour être rendue exécutoire et à l'autorité de tarification qui décide ensuite de l'affectation à retenir, celle-ci pouvant modifier l'affectation de résultat proposée par l'établissement ou le service.

Dans un second temps, le conseil d'administration de l'ESSMS reprend la décision d'affectation du résultat de l'autorité de tarification dans le cadre d'une nouvelle délibération.

Le comptable enregistre les opérations d'affectation du résultat au vu des délibérations exécutoires de l'ESSMS (les décisions de l'autorité de tarification ne lui sont pas opposables). L'ordonnateur devra donc veiller à transmettre au comptable la délibération de proposition d'affectation puis la délibération d'affectation du résultat « définitive ».

Lorsque les recettes issues de la tarification représentent moins de la moitié des recettes d'exploitation du budget, les ESSMS peuvent déterminer eux-mêmes l'affectation de leur résultat (article R. 314-54 du CASF). L'autorité de tarification n'intervient alors pas dans la procédure d'affectation des résultats.

Le cas des EHPAD :

- L'affectation du résultat des EHPAD est décidée par le président du conseil général pour la part afférente aux sections tarifaires « hébergement » et « dépendance » et par le directeur de l'agence régionale de santé (ARS) pour la part afférente à la section « soins » (article R. 314-51 du CASF).

Toutefois, les EHPAD peuvent affecter eux-mêmes le résultat des sections « hébergement » et « dépendance » si, pour chacune de ces sections, les produits issus de la tarification représentent moins de la moitié des recettes d'exploitation de la section (article R.314-54 du CASF).

2. Le calendrier d'affectation des résultats

2.1. L'adoption de la délibération d'affectation des résultats

L'article L.315-15 du CASF prévoit que le compte administratif est voté au plus tard le 30 avril de l'année suivant l'exercice auquel il se rapporte. Le conseil d'administration doit se prononcer sur l'affectation des résultats à cette date, le cadre normalisé du compte administratif comprenant d'ailleurs un tableau de détermination et d'affectation des résultats de l'exercice.

La délibération portant sur les résultats de l'exercice N doit donc être votée au plus tard le 30 avril N + 1.

2.2. L'affectation des résultats par l'autorité de tarification

Lorsque l'affectation des résultats est décidée par l'autorité de tarification, la délibération de proposition d'affectation des résultats doit être transmise à cette même date.

L'autorité de tarification se prononce sur l'affectation du résultat « dans le cadre de la procédure de fixation du tarif de l'exercice sur lequel ce résultat est affecté » (article R.314-53 du CASF).

La procédure de fixation du tarif N court depuis le 31/10/N - 1 jusqu'au 60^e jour qui suit la publication des enveloppes régionales ou départementales limitatives (article R.314-36 du CASF).

Ainsi, si le résultat de l'exercice N (ou une partie du résultat de N) est affecté en N + 1, la décision de l'autorité de tarification interviendra au plus tard le 60^e jour qui suit la publication des enveloppes limitatives de N + 1.

Si le résultat de l'exercice N (ou une partie du résultat) est affecté en N + 2 (cas par exemple de l'affectation en réduction de charges), la décision de l'autorité de tarification interviendra au plus tard le 60^e jour qui suit la publication des enveloppes limitatives de N + 2.

Remarque: la décision motivée par laquelle l'autorité de tarification affecte le résultat peut donc intervenir sur un exercice postérieur à celui d'affectation comptable du résultat (décision en N + 2 pour un résultat N affecté en comptabilité en N + 1 ; cf. paragraphe *infra*).

2.3. La comptabilisation de l'affectation des résultats par le comptable

Le comptable enregistre les opérations d'affectation des résultats sur l'exercice suivant celui auquel ces résultats se rapportent. Autrement dit, le résultat de l'exercice N, repris au compte 12 « résultat de l'exercice » en balance d'entrée de l'exercice N + 1 doit être affecté au cours de l'exercice N + 1. L'absence d'enregistrement d'écritures d'affectation des résultats visant à solder le compte 12 empêche l'édition du compte de gestion et la clôture de l'exercice.

Le comptable affecte donc les résultats au vu des délibérations exécutoires en sa possession à la date de la clôture de l'exercice N + 1 (la clôture intervenant au plus tard le 31/01/N + 2 à l'issue de la journée complémentaire).

Si l'affectation du résultat décidée par l'autorité de tarification est différente de celle déterminée initialement par l'ordonnateur, le comptable enregistrera des écritures rectificatives au vu de la nouvelle délibération d'affectation des résultats reprenant la décision de l'autorité de tarification. Ces rectifications pourront intervenir sur un exercice comptable ultérieur en cas d'affectation du résultat en N + 2.

Il est alors conseillé au comptable de constituer un dossier permettant de reconstituer l'historique de l'affectation des résultats, constitué :

- pour les ESSMS affectant librement leur résultat, de la délibération d'affectation du résultat initiale N faite en N + 1 ;
- pour les ESSMS n'affectant pas librement leur résultat, de la délibération de proposition d'affectation du résultat initiale N faite en N + 1 et de la délibération d'affectation du résultat « définitive » ;
- du tableau C2 du compte de gestion retraçant cette affectation.